

4 APRILE
1981

dossier europa emigrazione

de:es

RIVISTA MENSILE DI INFORMAZIONE E DIBATTITO SUI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE

SOMMARIO

Presentazione	2
L'immigration et le conseil de l'Europe (F. Catalano)	3
Convegni	4
Stampa italiana e immigrati (M.L. Vannicelli)	6
Attualità Emigrazione	8
Divagazioni ma non troppo: ritorno a casa (U. Marin)	10
Pratiche previdenziali e patronati (F. Pittau)	12

RIENTRO:
quale ritorno a casa
per i figli nati all'estero?



dossier europa

emigrazione

Anno VI - aprile 1981 - n. 4

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei CSER (Centri Studi Emigrazione Riuniti)

Comitato promotore

CIEMM

46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSERPE

Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

CSER

Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

Gruppo di redazione

G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti, T. Pozzi, GF. Rosoli, L. Taravella, G. Tassello

Direttore edizione tedesca

Angelo Negrini

Corrispondente CEE

G. Callovi

Grafica

Bruno Murer

Direttore responsabile

Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma,
n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa
in data 22.2.1977 con il n. 1273

ABBONAMENTO

Italia L. 7.000

Esteri L. 9.000

ccp. 57678005 intestato a CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma, Tel. (06) 58.27.41 - 58.09.764

PROPRIO ADESSO
CHE ABBIAMO SMESSO DI EMI-
GRARE TUTTI COMINCIANO A
PREOCCUPARSI DEGLI EMIGRAN-
TI !!!



presentazione

Il numero di aprile di Dossier Europa Emigrazione si apre con una panoramica del Direttore Aggiunto per gli Affari Economici e Sociali del Consiglio d'Europa, F. Catalano, sull'attività condotta dallo stesso Consiglio in favore dell'emigrazione a iniziare dalla sua creazione nel 1949. L'autore si sofferma in particolare sullo «Statuto giuridico del lavoratore migrante», apparso nel 1977 ma ratificato finora da soli tre paesi: Svezia, Portogallo, Spagna.

La panoramica dei Convegni, così come la Rassegna Stampa delle iniziative in campo migratorio, interrotta per alcuni numeri per dare spazio a problemi più attuali, viene ripresa dagli ultimi mesi dello scorso anno, anche se non riesce necessariamente ad elencare tutto quanto è stato fatto specie in occasione e dopo il terremoto di novembre.

Sull'argomento degli stranieri in Italia ritorna M.L. Vannicelli con un tentativo di analisi di contenuto della stampa italiana di fronte al problema: il bilancio sembra piuttosto avvilente per una collettività che dovrebbe avere una coscienza storica dell'emigrazione.

Nel dibattito sulla ricostruzione del dopo-terremoto si innestano le pertinenti considerazioni di U. Marin a proposito del ritorno degli emigrati e del loro apporto, mettendo sull'avviso contro facili generalizzazioni e giudizi scontati.

Il numero si chiude con un articolo, forse un po' troppo ponderoso per la natura della rivista, di F. Pittau, che descrive l'iter amministrativo delle pratiche che i Patronati svolgono in convenzione con l'INPS: ci sembra utile però che anche i non addetti ai lavori possano avere davanti il quadro completo, descritto da un esperto, del complesso meccanismo che interessa vitalmente milioni di emigrati.

L'IMMIGRATION ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

F. Catalano

Directeur Adjoint des
Affaires Economiques et
sociales en Conseil de l'Europe

«Nous autres travailleurs migrants, savons ce que signifie 'émigrer'. Pour nous, cela implique presque une nouvelle naissance.

Il s'agit de laisser derrière nous un monde que nous aimons pour commencer à être des hommes différents».

Cette réflexion «amère» d'un émigrant espagnol résume en quelques mots la dimension humaine des problèmes engendrés par la migration internationale et nous donne la mesure de leur complexité et surtout les drames que ce mouvement de population provoque.

C'est pour apporter sa contribution à la solution des problèmes psychologiques, sociaux et humains que le Conseil de l'Europe a, depuis sa création en 1949, étudié les différents aspects du phénomène migratoire en Europe et indiqué aux Gouvernements les mesures à prendre en faveur des personnes concernées.

Les réponses données par le Conseil de l'Europe partent de la considération que chaque Etat membre est seul responsable soit d'avoir recours à la main-d'œuvre étrangère soit de laisser à ses citoyens la décision de se rendre dans un pays d'accueil pour y chercher un emploi.

Le Conseil de l'Europe n'a donc jamais assumé la tâche de favoriser la libre circulation ni celle d'encourager les mouvements de travailleurs en Europe.

Toutefois, une fois que ces travailleurs sont régulièrement admis ou résident sur le territoire de ses Etats membres, il incombe au Conseil de l'Europe de proposer aux gouvernements les mesures tendant à l'amélioration progressive mais constante de leur situation matérielle, sociale, juridique et culturelle.

Cette motivation qui a coïncidé avec le développement des grandes migrations intra-européennes dans les années '50, demeure cohérente et inchangée même après et au-delà de 1974, c'est-à-dire de la crise qui a vu à partir de cette année l'arrêt des flux migratoires dans la presque totalité des pays européens.

Les mesures preconisées par le Conseil de l'Europe se rapportent à la préparation à l'émigration, à l'accueil et au séjour dans un pays étrangers, à la réinsertion professionnelle des migrants dans leur pays d'origine.

Dans cette optique, le Comité des Ministres et l'Assemblée Parlementaire ont adopté toute une série de recommandations, spécifiques aux diverses situations des travailleurs migrants et de leurs familles, y compris les dispositions visant leur protection en période de crise et recession économique (voir Résolution (78) 4), dont plusieurs d'entre elles ont fourni la base de la réglementation nationale et matière de logement, de formation et de promotion, l'éducation des adultes et scolarisation des enfants migrants, de formation des maîtres qui se destinent à cet enseignement, de maintien des liens culturels avec le pays d'origine, de la participation, de l'assistance sociale, de l'égalité de traitement.

Ces initiatives de caractère normatif ont été accompagnées d'actions concrètes, de natures diverses, telles les programmes de formation professionnelle, les classes expérimentales, les projets d'enseignement de langues, la construction de logements et d'infrastructures sociales, la réalisation de projets de création d'entreprises artisanales ou d'établissements productifs qui ont eu pour effet de créer des possibilités d'emplois permettant ainsi l'absorption de la main d'œuvre disponible, sur place, sans qu'elle ait recours à l'émigration.

Ces dernières initiatives ont pu être réalisées grâce à l'intervention du Fonds de Réétablissement, organisme de financement créé par le Conseil de l'Europe en 1956 qui, à lui seul, a consenti des prêts pour un montant de 1 milliard de dollars US.

Mais l'ensemble de ces mesures à trouvé son complément organique dans l'élaboration d'un instrument juridique conventionnel en application duquel les Parties Contractantes s'engagent sur le plan national et multilatéral à garantir un certain nombre de droits subjectifs minimum aux migrants et à leurs familles.

Cette nouvelle Convention constitue, après la Convention des Droits de l'Homme et la Charte Sociale, le troisième volet du triptyque des droits et des obligations des citoyens européens.

De cette nouvelle Convention, il a été écrit que les dispositions sont moins avancées par rapport à d'autres instruments juridiques consacrés aux problèmes des travailleurs migrants.

Le long délai de négociations, 10 ans, qui au fil des réunions, est apparu nécessaire pour aboutir en 1977 au texte définitif de la Convention européenne relative au Statut Juridique du Travailleur migrant, semble n'avoir pas été suffisant.

Trois ans après son adoption, nousregistrons 9 signatures et 3 ratifications (Suède, Portugal, Espagne). Plusieurs Ministres européens responsables des questions de migration, en eu ayant fait la constatation à l'occasion de la récente Conférence (6-8 mai 1980) qui'ils ont tenue à Strasbourg sous l'égide du Conseil de l'Europe, ont exprimé unanimement le souhait que les Etats qui ne l'ont pas encore signée ou ratifiée, le dite Convention poursuivent activement leurs efforts en vue d'y adhérer.

Faut-il croire à ce stade qu'un texte juridique peut avoir de la valeur s'il devait faire défaut la volonté de l'appliquer.

Une convention en tant que telle peut-elle ouvrir un courant nouveau sur la situation des travailleurs et de leurs familles, surtout dans une conjoncture économique si difficile comme l'actuelle?

En réponse, je dirai qu'il serait une grave erreur, aussi bien de surestimer que

CON- VEGNI

Novembre

6 - Benevento: Si è riunita l'assemblea statutaria della Federeuropa per esaminare i seguenti punti: relazione della presidenza; la comunità europea alla vigilia del suo allargamento; esame della richiesta di adesione di nuovi soci; programmi e attività dell'associazione; esame della situazione legislativa e associativa della stampa italiana all'estero.

7-8 - Benevento-Napoli: A cura dell'ANFE di Benevento, della Federeuropa e dell'Eurosud (centro di documentazione e studi per l'Europa mediterranea) è stato indetto un convegno sul tema «Stampa ed emigrazione». Il Convegno si è articolato in due momenti: il giorno 7 a Benevento, con la presentazione della nuova legge regionale campana sull'emigrazione, di imminente discussione al Consiglio regionale; il giorno 8 a Napoli, con la relazione del presidente della Federeuropa sul tema «Regione ed informazione per gli emigrati all'estero».

8 - Milano: Presso il Centro convegni Leonardo da Vinci, l'UNAIE, in collaborazione con la Fondazione Franco Verga, ha indetto un convegno sui temi «Le migrazioni interne negli anni 80; il frontalierato; le regioni e gli enti locali nel movimento migratorio». Si è trattato di un incontro ad alto livello con la partecipazione di esponenti del governo, parlamento, enti locali, regioni e forze sindacali e sociali, per dare sostanziali contributi alla elaborazione di una linea politica che affronti con realismo le domande del mondo migratorio.

8-9 - Roma: L'UCEI e lo CSER hanno organizzato un seminario di studio sul tema «Emigrazione e cultura». Il programma dei lavori ha compreso la disamina dei diversi aspetti del fenomeno emigratorio dal punto di vista socio-antropologico, politico-istituzionale e pastorale.

13-15 - Parigi: «INPS e pensioni in convenzione» è il tema del Convegno promosso dal Coordinamento nazionale ACLI in Francia. Scopo dell'incontro è stato quello di studiare i miglioramenti da apportare alla coordinazione tra gli istituti previdenziali al fine di facilitare la definizione delle pratiche previdenziali in convenzione.

4 de diminuer l'importance des travaux accomplis.

Certes, des experts auraient pu faire beaucoup plus et les textes auraient pu correspondre davantage à l'évolution d'une société qui change. Mais je me demande, qu'y a-t-il de plus important dans le moment social que nous vivons?

- le silence dû à l'indifférence?
- ou bien des engagements pris et consacrés dans des textes qui, à l'opposé, des attitudes d'administrations «distrayées», incapables non pas «d'agir» mais de faire un effort, de manifester du courage, stimule la confrontation, sensibilise les opinions, suscite des solutions valables?
- que faut-il aujourd'hui pour la défense des droits des migrants: l'application de normes minimales, encore et toujours perfectibles comme tout œuvre humaine ou leur absence complète?...

Je crois, pur ma part, que l'élaboration de normes très avancées mais sur lesquelles les Etats auraient exprimé des réserves graves, rendant inapplicables les dispositions, n'aurait satisfait que les juristes et ce qui est plus lourd de conséquences, elle aurait laissé dans les mains tant des protagonistes du phénomène complexe des migrations que des «policy-makers» un instrument juridique bon pour les archives.

Voilà pourquoi, j'estime que le Conseil de l'Europe a eu raison d'élaborer ce nouvel instrument juridique qui intéresse plus que 10 millions de personnes, hommes, femmes et enfants, qui ont désormais le droit de vivre comme des citoyens à part entière d'une société que nous souhaitons tous à visage plus humain, plus juste.

Ceci me semble d'ailleurs cohérent avec les attentes de tous ceux qui dans la migration voient une réelle occasion de promotion.

Ceci me paraît d'ailleurs également en harmonie avec les déclarations faites les 6 et 7 mai de cette année à Strasbourg par les Ministres européens responsables des migrations des 21 Etats du Conseil de l'Europe qui ont unanimement souligné, entre autre, la nécessité de:

- faciliter l'intégration des migrants et de leurs familles dans la société du pays d'accueil;
- consentir des efforts pour octroyer à ces personnes un statut juridique leur assurant un séjour stable et des conditions de travail égales à celles des nationaux.

- promouvoir la participation effective des migrants aux prises de décision intéressant leur communauté d'accueil et de jouir, pour cela, des libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, de réunion et d'association;

- offrir aux «enfants migrants», dits de la 2e génération, les mêmes chances qu'aux jeunes nationaux, à tous les niveaux de l'éducation et de la formation professionnelle ainsi qu'un accès égal au marché de l'emploi.

Si l'accent est actuellement mis sur les problèmes de l'intégration dans le pays d'accueil des migrants, qui s'y trouvent déjà, et si les Etats hésitent à rouvrir leurs frontières à l'immigration, il ne reste pas moins vrai qu'ils sont appelés, dans le conjoncture actuelle, à un effort accru de coopération européenne pour faciliter la réinsertion sociale et professionnelle des migrants retournant, volontairement, dans leurs pays d'origine.

La solution à cet aspect de la migration, en cette période de crise, ne peut pas être celle qui comporte uniquement des mesures d'assistance: il s'agit bien au contraire de programmes de transfert de capitaux ou d'entreprises pouvant s'installer et produire là où existe une main-d'œuvre disponible, là où le retour des travailleurs migrants aggrave la situation locale du marché du travail, ce qui, à l'heure actuelle, est le cas le plus fréquent. Dans les perspectives des politiques migratoires des années '80 c'est par la coopération, par la corresponsabilité entre pays d'accueil et pays d'origine, par une utilisation plus rationnelle, plus active de la main-d'œuvre étrangère, qu'on peut trouver une alternative au phénomène des migrations internationales.

Il ne s'agit pas d'exprimer des vœux ou de faire des rêves, mais une politique européenne de l'emploi est désormais une nécessité indérrogable. Elle permettrait de réaliser une partie substantielle de l'objectif que s'est fixé le Comité des Ministres et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, dans le cadre de la lutte contre les déséquilibres en Europe.

Tout ceci ferait de la migration internationale, comme l'a dit Jean Paul II, au Congrès Mondial des Migrations, une «chance d'enrichissement humain et spirituel, d'ouverture, d'accueil des étrangers et de renouvellement réciproque à leur contact».

CONVENITE ALLORA
SUI GRAVI PROBLEMI
DELL'EMIGRAZIONE?!

ALTROCHE' SE
CONVEGNIAMO!!
GUARDI QUA...



14-16 - Agrigento: Nel quadro della giornata nazionale delle migrazioni, si è svolto un Convegno regionale organizzato dall'UCEI e dal SeRES sull'incidenza del fenomeno migratorio nella famiglia. Tale incidenza è stata analizzata in tutti i suoi aspetti sociali e pastorali.

15 - Domodossola: si è svolto il congresso dell'Unione Italiana Lavoratori Frontalieri aderente alla FILEF; sono stati esaminati i maggiori problemi della categoria.

22-23 - Caserta: Promosso dall'UCEI, sotto il patrocinio della regione campana, si è svolto un seminario di studio che fa seguito a quello di Roma dell'8-9, sul tema «Emigrazione è cultura». Vi hanno partecipato i delegati e consultori regionali UCEI, impegnati a coordinare la pastorale emigratoria e la promozione umana dei migranti nell'ambito della chiesa italiana e nelle consultazioni regionali dell'emigrazione.

Dicembre

9-10 - Roma: si sono riuniti i responsabili dei Centri Studi Emigrazione degli Scalabriniani in Europa, per concordare un piano di attività comune per il 1981, nei settori dell'editoria e della ricerca.

9-12: Con il concorso del Ministero degli esteri e della regione Friuli Venezia Giulia, ha avuto luogo un convegno di esperti dell'OCSE sul tema «Migrazioni e mercato del lavoro nelle regioni di emigrazione a partire dall'esperienza del Friuli Venezia Giulia». L'attività regionale in emigrazione, le politiche in sede regionale per il rientro degli emigrati sono state al centro dell'attenzione dei convegnisti.

12-14 - Bedford: Presso il centro Clapham Conference Centre di Bedford, si

è svolto un seminario sui problemi di sicurezza sociale, organizzato dal Coordinatore nazionale del patronato ACLI in Gran Bretagna, in collaborazione con le ACLI. Al centro dei lavori «Il concetto di invalidità nella legislazione previdenziale della Gran Bretagna e dell'Italia; analisi dei due concetti di invalidità e aspetti applicativi dei regolamenti CEE».

28-29-30 - Reggio Emilia: Si è concluso il VI congresso della FILEF coll'approvazione dei documenti elaborati dalle commissioni, della mozione finale e con l'elezione del Consiglio Centrale. Nella mozione si afferma fra l'altro che non è possibile affrontare in modo adeguato i problemi dell'emigrazione se non nel quadro di una politica di profondo rinnovamento negli indirizzi di politica economica e sociale a livello nazionale e internazionale.

29 - Caltanissetta: Il COES (Centro Orientamento Emigrati Siciliani) ha organizzato un Convegno sul tema «Regioni, Enti locali e Associazioni per la promozione umana e sociale dei migranti». È stata rilevata la necessità di valorizzare gli emigranti in quanto persone alle quali debbano essere riconosciuti tutti i diritti umani e sociali spettanti ai cittadini.

Gennaio

5-7 - Milano: I Consigli di Delegazione delle Missioni Cattoliche Italiane in Europa si sono riuniti per la terza volta per uno scambio di esperienze e per una collegiale riflessione sui problemi dell'emigrazione e in particolare di quella italiana. L'incontro organizzato dall'UCEI ha visto la partecipazione fra gli altri del nuovo Vicario Generale della Congregazione Scalabriniana, Silvano Tomasi, che ha contribuito a chiarire la posizione dei Consigli di Delegazione

e dei suoi rapporti all'interno e all'estero del gruppo.

13-15 - Lussemburgo: Si sono riunite le Commissioni Episcopali per le Migrazioni e i direttori nazionali per l'emigrazione dei vari paesi europei. All'esame sono stati i principali problemi che riguardano il fenomeno migratorio negli anni 80. In particolare si è insistito sul nuovo volto dell'emigrazione caratterizzato dall'esodo dal terzo mondo.

Milano: Ai primi di gennaio su invito dell'UCEI ha avuto luogo il terzo incontro dei Padri provinciali che hanno religiosi in emigrazione. La riunione ha offerto l'occasione di un contatto diretto tra provinciali e i Delegati nazionali per i missionari italiani. Questi hanno esposto la situazione nelle singole nazioni, facendo presente la necessità di dare continuità al servizio presso i migranti. I provinciali hanno insistito in particolare sull'importanza della vita comune per i religiosi.

24-25 - Amesfoort (Olanda): Il comitato consolare di coordinamento e promozione delle attività assistenziali di Amsterdam, in collaborazione con il comitato consolare di Rotterdam ha indetto la I conferenza dell'emigrazione italiana in Olanda. I temi oggetto di discussione hanno riguardato i problemi scolastici e culturali, la riforma dei comitati consolari e la costituzione del Consiglio generale dell'emigrazione, i regolamenti comunitari e il mercato del lavoro.

28 - San Giovanni in Fiore: Il seminario sul tema «Il ruolo dei servizi culturali, sociali e sanitari nel quadro della politica di sviluppo per le aree interne» ha concluso l'intervento sperimentale-formativo per quadri amministrativi ed operatori dell'educazione in Calabria, promosso dal FORMEZ e gestito dall'EISS.

Febbraio

1 - Padova: L'ANEA (Associazione Nazionale ed ex Emigrati in Australia e paesi transoceanici) in collaborazione con le associazioni «Trentini nel Mondo» e «Padovani nel Mondo», ha organizzato un Convegno sul tema «Problemi della sicurezza sociale e della nostra presenza culturale relativi agli emigrati ed ex emigrati in Australia». In particolare sono state prese in esame le questioni relative alla conclusione di un accordo di sicurezza sociale tra l'Italia e l'Australia.

LS

IMMIGRAZIONE STRANIERA

STAMPA ITALIANA E IMMIGRATI

M.L. Vannicelli

L'assimilazione del fenomeno immigratorio alla tematica della disgregazione sociale e della criminalità ha per anni informato l'ottica riduttiva della stampa italiana, per la quale lo straniero del terzo mondo restava ancora nel gennaio '80 la pericolosa umanità che terrorizza con fatti di sangue i quartieri romani della stazione Termini. Ci riferiamo agli articoli che hanno sottolineato la retata della polizia all'alba del 7 gennaio nella Casbah romana, richiamandosi con rammarico al magro bilancio degli arresti e delle espulsioni (*La Stampa*, 7 gennaio 80 - All'alba di ieri si è conclusa la vasta operazione di pulizia nel quartiere della stazione Termini... duecento stranieri sono stati fermati, quattro hanno visto tramutarsi il fermo in arresto, 38 sono stati estradati... un bilancio magro per un quartiere che si è trasformato in una vera casbah...) (*Il Tempo*, 7 gennaio - I risultati dell'operazione di bonifica compiuta dalla polizia... solo nei confronti di 3 è stato possibile formulare delle accuse ed arrestarli.... Tra breve

si aggiungeranno alla schiera degli imputati a piede libero.... Pochi magistrati adottano i provvedimenti dell'espulsione. Ci ritroveremo questa gente sempre in casa, sempre impegnati a borseggiare, rapinare o a spacciar droga).

Articoli del genere, pubblicizzando il fenomeno solo in funzione delle sue connessioni con la malavita, perpetuano modelli di interpretazione negativa che condiziona la recettività del lettore, spinto a valutare l'immigrato come forza d'erosione delle strutture civili del paese. Ne scaturiscono atteggiamenti razzisti che non valgono certo a risolvere i problemi comunque imposti da una collettività che si aggira sulle 500 mila unità. Quest'ottica improntata alla filosofia dell'ordine pubblico affronta il caso degli immigrati dall'esterno senza preoccuparsi del dramma del soggetto migrante, spinto dalla fame a cercare un'occupazione qualsiasi in un paese come il nostro la cui economia poggia in parte sulle strutture del lavoro nero.

In Italia poi, la mancata conoscenza della lingua, le difficoltà burocratiche e i ricatti imposti dai racket della manodopera non facilitano certo l'integrazione, ma induriscono la lotta per la sopravvivenza emarginando l'immigrato, che pure difficilmente approda all'ultima spiaggia della delinquenza. Ne sono testimonianza gli articoli sempre più frequenti di una stampa illuminata che colloca il suo punto di vista dall'interno del fenomeno.

Sul quotidiano *Roma* del 22-26/10/80 nelle colonne titolate «La colf di colore è un'altra cosa» e «Chiamami buana e sarai la mia colf», con una sorta di ironia e acuta sensibilità è analizzato il panorama del personale domestico italiano di colore e in particolare la condizione delle donne immigrate, che manifestano una forte dose di disponibilità alle situazioni di lavoro più duro, eludendo la solitudine col raccogliersi in alcuni luoghi di ritrovo di cui i bar costituiscono spesso il perno. Si tratta di isole etniche variegiate sulla base della nazionalità e inventate per sopperire alla mancanza di strutture di supporto.

«Faccetta nera, come l'Italia fascista le prometteva in musica, è diventata effettivamente italiana. Di tale circostanza sarebbe probabilmente disposta a gioire come l'evento merita, se non fosse che per godersi il privilegio di soggiornare dalle nostre parti le tocca sgobbare come qualche suo lontano progenitore toccò sgobbare in terra di America: come una schiava. Porta il grembiule e la crestina, rassetta, lava... Ma questo non significa che faccia la colf. La collaboratrice familiare è in genere un altro tipo: pretende il televisore in camera, la bistecca a pranzo e cena.... ed una casa equipaggiata di elettrodomestici per tutte le necessità... ma la domestica di colore è in molti casi un'altra cosa.... La padrona di casa che l'ha assunta, grazie alla preziosa collaborazione di intermediari, le ha pagato il biglietto aereo dal suo paese al nostro. Ha pagato quasi sempre una tangente congrua all'intermediario.... Ora si rifà delle spese trattenen-





do un mese dopo l'altro qualche biglietto da diecimila sullo stipendio che... è quasi sempre inferiore alle 185.000 lire mensili del salario minimo.... Il contratto collettivo di lavoro delle colf equipara le estere alle italiane ma le straniere sono clandestine.....». «Con spirito un po' becero e tutto romanesco il bar Euclide, al quartiere parioli (Roma), è stato ribattezzato Bar Negroni. Non alle bevande che si servono si intende alludere, ma invece alla clientela.... Convergono qui soprattutto le ragazze per la maggior parte eritree.... Sole, sradicate dalla loro terra in un paese nel quale una differente cultura, una differente mentalità... impediscono loro di amalgamarsi con la popolazione, finiscono per costituire gruppi chiusi... e per spartirsi a seconda del luogo d'origine la città».

Sullo spirito di sacrificio e adattabilità dello straniero va richiamato ancora un articolo dell'*Avanti* datato 3 ottobre 80, «A colloquio con un eritreo: il PSI è al nostro fianco». Va detto subito che l'obiettivo dell'articolista è quello di pubblicizzare le iniziative del partito, tuttavia la funzione di informazione sulla condizione di sfruttamento degli immigrati (in questo caso eritrei) è comunque assolta. «Su invito della sezione 'Parioli' del PSI di Roma, il presidente dell'Istituto Fernando Santi, Bios de Majo, si è incontrato con un rappresentante della comunità eritrea che da qualche tempo svolge la sua attività presso la sezione del PSI... De Majo ha rivolto alcune domande.... È efficace l'azione del Santi e l'aiuto del PSI? Noi siamo particolarmente grati del vostro interessamento, risponde l'eritreo, Esprimo inoltre, continua, la mia gratitudine e soddisfazione a nome delle altre associazioni di eritrei in Italia».

Si fa riferimento alle tematiche del nucleo familiare, frantumato dagli orari di lavoro pesanti e dalle difficoltà di alloggio, ai problemi della scuola per la seconda generazione imposti dal ricongiungimento delle famiglie. Il fenomeno che qui si scompone nell'esame delle peculiari esigenze del gruppo eritreo scopre obiettivi universali che investono gli immigrati nel loro complesso. «Bios de Majo all'eritreo - Ci sono alcuni di voi che vivono in Italia con la famiglia? Certamente, risponde l'interro-

gato, molti sono venuti intorno al 70-71 e perciò è stato possibile gradatamente ricongiungere numerose famiglie. Tra i nostri obiettivi non ultimo c'è quello della scuola per la cosiddetta seconda generazione.... Quali ritieni che siano i problemi che più vi assillano? Quello del lavoro è senz'altro uno dei principali. Come collaboratori domestici lavoriamo 12-14 ore per cinque giorni alla settimana.... aggiungerei quello del reperimento delle abitazioni....».

Sulle conseguenze del fenomeno nella famiglia migrante, che vede snaturata la sua funzione di «comunità di vita» per la prolungata separazione dei suoi membri, i giornali di orientamento cattolico, come *Avvenire* del 13-15/2/80, hanno dedicato parecchi articoli facendo eco alle proposte e alle conclusioni emerse, in occasione della giornata nazionale del migrante, dai documenti dei vescovi e dai convegni sul tema. «Il documento dei vescovi siciliani - la emigrazione incide profondamente nella famiglia: ne muta violentemente la vita separando le persone.... Anche nei casi in cui la famiglia vive unita nei paesi di emigrazione, la carenza di abitazioni idonee, gli orari impossibili di lavoro, le difficoltà ambientali e scolastiche spengono spesso il dialogo e la famiglia diventa soltanto convivenza e non comunità di vita... Urge chiedere che le autorità e le leggi dello stato rispettino e favoriscano i compiti della famiglia e l'aiuto a raggiungere i suoi intrinseci fini naturali e cristiani.... - Il documento conclude con un invito a che venga offerto agli immigrati che vivono tra noi lo stesso aiuto che si chiede per i nostri emigrati».

L'intervento della stampa anche in casi come questi in cui l'azione è limitata alla registrazione dei risultati di dibattiti e giornate di studio, magari estraendo quanto interessa per soddisfare la tendenza ispiratrice di fondo della te-

stata, assolve ad una funzione di notevole importanza per la formazione di una conoscenza ampia delle implicazioni del fenomeno, se non altro perchè offre dati derivati da studi specialistici. Certo l'inchiesta giornalistica condotta con la partecipazione diretta dell'immigrato risulta senz'altro più incisiva presso l'opinione pubblica, specie quando per motivi politici non si deformino i contenuti sostanziali delle istanze espresse. Così per esempio l'articolo già citato dell'*Avanti*, privo della connotazione propagandistica, avrebbe assunto l'aspetto del documento diretto, sollecitando un'attenzione più viva sulle aspettative dell'immigrato. Questo modo di presentare il fenomeno in definitiva non esiste, abbondantissimi sono invece gli articoli che informano sulle cause e soluzioni del caso, accompagnate da analisi più o meno attente dei meccanismi del mercato capitalistico e delle crisi internazionali. Non mancano in definitiva di interessare il lettore, ma l'immigrato con la sua cultura nazionale, le sue abitudini e i suoi obiettivi non è presente. Non si può dire che non vengano citate, le varie minoranze nazionali immigrate nel nostro paese, come è dimostrato nelle colonne del *Giornale d'Italia* (18.10.80) titolate «Lavoro nero in Italia per 500.000 stranieri», ma il lungo elenco di marocchini, tunisini, etiopi... dei quali vengono fornite notizie sulla loro attività non serve altro che a massificare il problema atipico italiano. Uno studio nel profondo che illumini le peculiari caratteristiche di quello o quell'altro gruppo, anche in vista di un intervento basato sulle reali esigenze dell'immigrato resta ancora da fare.

ALLORA, E' EFFICACE LA
NOSTRA AZIONE PER VOI? SIA
SINCERO!...





ATTUALITA' EMIGRAZIONE

VEDI QUANTE QUANTE COSE SI FANNO PER CHI E' COSTRETTO AD EMIGRARE!...

MA NON SAREBBE ORA CHE SI FACESSE QUALCOSA PERCHE' NO FOSSIMO PIU' COSTRETTI AD EMIGRARE ???



ORGANISMI INTERNAZIONALI

Riunione a Parigi il 12 dicembre del «Gruppo di Copenaghen».

L'organismo a carattere informale, nato nel 1978, costituisce per i ministri del lavoro che ne fanno parte una occasione per uno scambio di opinioni sui problemi del lavoro e loro prospettive. La riunione ha avuto come principale tema il problema dell'occupazione e la ricerca dei mezzi per agevolare il dialogo tra le parti sociali.

Riunito a Lussemburgo il Parlamento Europeo: nuove norme in materia di sicurezza sociale per i migranti.

Il 19 dicembre 1980, nella giornata di chiusura della sua ultima sessione, il Parlamento ha approvato la relazione presentata dall'on. Alberto Ghergo a nome della Commissione per gli affari sociali e l'occupazione. La Commissione propone al Consiglio la modifica del regolamento relativo all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale ai lavoratori subordinati e ai loro familiari che si spostano all'interno della comunità e a favore dei lavoratori privi di occupazione.

Strasburgo 12-16 gennaio 1981. Riunione del Parlamento Europeo.

Nella nuova sessione il Parlamento Europeo ha discusso i problemi della disoccupazione giovanile, al centro della relazione della Commissione parlamentare per gli affari sociali. Si sollecita l'elaborazione e l'applicazione nel quadro comunitario di una serie di programmi polivalenti per fornire ai giovani la preparazione necessaria per una attività lavorativa che preveda la possibilità di cambiare mansioni ed evitare una qualificazione troppo specifica.

INIZIATIVE DELLE REGIONI

Friuli Venezia Giulia

È entrata in vigore la legge regionale del 27.10.1980, n. 51, concernente la «Riforma degli interventi regionali in materia di emigrazione». Con la nuova legge la regione abbandona l'ottica assistenziale e mira alla definizione di una politica pianificata dei rientri e degli interventi di tipo sociale e culturale a favore degli emigrati.

Trento

La consulta per l'emigrazione della provincia autonoma di Trento è stata convocata nei giorni 20-21 dicembre per discutere sulla situazione economica provinciale, con particolare riguardo alla possibilità di lavoro per gli emigrati rientrati. (INFORM, 16.12.80)

Lombardia

L'assessore al lavoro della regione Lombardia ha predisposto due nuovi progetti di legge nel settore emigrazione. Il primo (che modifica la legge n. 67 del 1975), prevede nuovi spazi per i lavoratori e studenti stranieri che vivono nella regione; il secondo, riguarda i mutui agevolati per l'acquisto, la costruzione e riattivazione di case da parte di lavoratori emigrati e frontalieri.

Toscana

Vistata dal commissario di governo la

nuova legge regionale toscana a favore degli emigrati. L'obiettivo della nuova legge è di assicurare a tutti i toscani, residenti nella regione o emigrati gli stessi diritti.

Sicilia

Nel quadro delle programmate attività promozionali, che scaturiscono dalla nuova legge regionale siciliana a favore degli emigrati e delle loro famiglie, una delegazione della consulta regionale dell'emigrazione ha visitato alcune comunità di lavoratori siciliani emigrati in Svizzera. In particolare, nei giorni 13 e 14 novembre, sono state tenute due assemblee a Ginevra e Zurigo per illustrare gli aspetti della legge regionale per gli emigrati, con riguardo alla attività promozionali (cultura e turismo), che la regione intende attuare all'estero. La delegazione ha poi assicurato che le richieste riguardanti la concessione di mutui per la costruzione in Sicilia di case di abitazione saranno tutte accolte.

INIZIATIVE DEL GOVERNO

Firmata il 3 novembre a Bruxelles la Convenzione italo-belga sul servizio militare dei doppi cittadini.

La Convenzione, informata al principio della equivalenza del servizio militare prestato dai doppi cittadini in un paese o nell'altro, viene incontro alle esigenze di quanti sono in possesso di due cittadinanze e vengono a trovarsi con un doppio obbligo militare.

Firmato il 18 dicembre l'accordo di sicurezza sociale tra l'Italia e la Repubblica di Capoverde.

Firmata a Vienna la Convenzione di sicurezza sociale tra Italia e Austria e l'accordo amministrativo che ne disciplina l'applicazione.

Riunito il gruppo di lavoro del comitato post-conferenza sulla tutela previdenziale e sicurezza sociale.

In una riunione del 6 gennaio sono stati discussi gli argomenti inerenti agli accordi bilaterali, ai ritardi nella trattazione e definizione delle prestazioni in regime internazionale, ai rapporti INPS-banche ecc. La riunione ha consentito una opportuna verifica di determinate situazioni e prospettive in campo previdenziale, utile ai fini della messa a punto dei documenti che il gruppo di lavoro ha già impostato.

Alla terza riunione straordinaria del comitato post-conferenza dell'emigrazione, il sottosegretario Della Briotta ha fatto il punto sulle iniziative a favore degli emigrati e dei loro familiari colpiti dal terremoto.

Il terremoto che ha colpito il Mezzogiorno, e in particolare la Campania e la Basilicata, ha assorbito gran parte dell'attività del Ministero degli Affari Esteri per far fronte alle urgenti necessità imposte dal rientro degli emigrati nelle zone più colpite dalla calamità e dall'esodo improvviso di numerosi terremotati, che sia pure provvisoriamente si sono trasferiti all'estero. Un'ampia relazione del sottosegretario Della Briotta nella terza riunione straordinaria del comitato post-conferenza, che fa seguito a quelle del 3 e 10 dicembre, sintetizza le iniziative a favore dei connazionali emigrati.

All'assistenza sanitaria fino al 31 dicembre scorso hanno provveduto i consolati con apposite erogazioni, ma dal 1° gennaio è entrato in vigore, anche per i lavoratori temporaneamente all'estero, il servizio sanitario nazionale. Per le pensioni è stata concordata con l'INPS una procedura che consente, in deroga alle disposizioni vigenti, il pagamento all'estero, delle somme relative, anche per quanto riguarda le pensioni sociali normalmente non esportabili.

Per gli alloggi, che presentano notevoli difficoltà specie in alcune località della Germania e della Svizzera dove la concentrazione è più alta, è stata chiesta la collaborazione dei governi.

IN ITALIA LA MIGLIOR SOLUZIONE A TUTTI I PROBLEMI RIMANE LA VALIGIA...



Varie iniziative, infine, sono state adottate per evitare ai bambini in età scolare la perdita dell'anno scolastico.

Nella sua relazione il sottosegretario ha continuato citando gli aiuti inviati in fase di emergenza dall'estero, da governi ed enti italiani e stranieri, grazie anche alla presenza di importanti collettività italiane che hanno stimolato un'ampia base di solidarietà, e l'apporto importantissimo delle strutture consolari coadiuvate da associazioni e patronati.

La chiusura della relazione è stata segnata dall'annuncio della convocazione in sessione straordinaria del Comitato Interministeriale per l'Emigrazione, per decidere i provvedimenti legislativi da adottare e far fronte ai problemi connessi con la ricostruzione delle zone terremotate.

INIZIATIVE DEI SINDACATI

La Federazione CGIL-CISL-UIL apprezza l'impegno dell'Unione Sindacale Svizzera a favore dei lavoratori stranieri.

In occasione del congresso straordinario dell'Unione Sindacale Svizzera, tenutosi a Berna il 24-25 ottobre, la Federazione CGIL-CISL-UIL ha formulato un messaggio di augurio per le iniziative a favore dei lavoratori immigrati in Svizzera. È stata apprezzata la risoluzione votata all'unanimità dal congresso e la manifestazione organizzata dal sindacato edili a novembre. In entrambe si intendeva denunciare lo statuto degli

stagionali riconfermato dal Parlamento svizzero.

Aperto nella seconda quindicina di novembre il IV congresso della UIL-Estere.

Nel corso dei lavori il sindacato ha avanzato proposte sulla ristrutturazione della rete consolare: 1) sviluppare adeguatamente la rete consolare attraverso un decentramento delle strutture per un servizio capillare nelle zone dove sono presenti gli utenti; 2) potenziamento e qualificazione degli uffici consolari partendo dai paesi dove è maggiore il flusso migratorio; 3) abolizione graduale della rete degli uffici consolari di II categoria; 4) sviluppo della qualificazione professionale del personale in servizio all'estero nelle strutture consolari e diplomatiche; 5) mettere a disposizione delle strutture consolari la moderna tecnologia nel campo dell'informazione, informatica e telecomunicazioni; 6) utilizzare le strutture consolari decentrate come strumenti di penetrazione, osservazione e rilevazione economica.

INIZIATIVE DELLE ASSOCIAZIONI

ANFE

L'ANFE ha presentato una proposta di legge al Senato sulla scolarizzazione dei figli degli emigranti. L'obiettivo è quello di favorire l'inserimento scolastico, professionale e sociale degli scolari italiani all'estero nelle istituzioni locali in condizione di uguaglianza e di parità di diritti con gli scolari autoctoni.

Nella proposta emerge inoltre la necessità di curare la conservazione del patrimonio culturale italiano negli scolari che frequentano le scuole locali.

INAS-CISL

Durante il recente convegno quadri INAS-CISL, il responsabile regionale del Patronato a Nancy (Francia) ha rilevato la necessità del mantenimento di una struttura consolare nella città dopo la chiusura del vice-consolato. La collettività insiste perché venga mantenuto almeno un servizio per il rinnovo dei passaporti, per le procure e le altre pratiche necessarie ai connazionali.



CULTURA EMIGRAZIONE

Umberto Marin

divagazioni
ma
non troppo...

RITORNO A CASA

La volta scorsa, nella nostra rassegna cinematografica, abbiamo rilevato come il tema del «ritorno a casa» stia entrando anche nel mondo dello spettacolo. Come il flusso migratorio italiano ha subito una inversione di tendenza per cui, da una decina di anni, il numero di coloro che rimpatriano è superiore a quello di coloro che espatriano, così nel costume italiano sembra si stia passando dall'epoca del «Partono i bastimenti» a quella dell'irresistibile richiamo della terra natale. Ultima prova (se può essere considerata tale) è la canzone «Chiamate O81» che il Merola delle famose sceneggiate (e con una emotività davvero da sceneggiata) ha presentato fuori concorso al recente Festival di Sanremo. Merola presta la sua voce all'odierna Napoli, disastrosa e angosciata, la quale tende le braccia alle migliaia di figli lontani e li sollecita a fare ritorno.

A proposito di questo fenomeno dei

rientri, qualcuno parla di una moda passeggera, altri denunciano la gonfiatura dei dati statistici, mentre alcuni, prendendo atto del fenomeno, sentono il dovere di mettere in guardia contro l'illusione del facile ritorno. Certo, come nei tempi passati c'erano coloro che traevano in inganno sbandierando le possibilità di fare fortuna all'estero, così oggi si rischia di ingannare o di illudere, strumentalizzando la nostalgia degli emigrati e prospettando loro la possibilità di trovare casa e lavoro in Italia e anche quella di investire e far fruttare i propri sudati risparmi.

Detto questo però va anche rilevato il rischio di presentare e di affrontare questo problema (come del resto tutta la vicenda emigratoria) alla luce di una visione puramente economicistica. Così come del resto si tende oggi a valutare anche il problema del Sud disastrosato in termini soltanto economici. A questo proposito, mentre si parla di «ricostruzione», che è la parola più ovvia e più degna che viene sulle labbra nel contemplare le case squarciate, alcuni intervistati, attingendo dal vocabolario cristiano, così si espressero: «Vogliamo risuscitare!» poichè in effetti non si tratta solo di mettere pietra su pietra, ma anche e soprattutto di riaccendere la vita personale, familiare e comunitaria.

Ora, fra gli elementi che sfuggono a una visione puramente economica della vita, vi è anche l'attaccamento e quindi il richiamo della terra natale. Tali sentimenti hanno radici così profonde da far saltare tanto le analisi dei sociologi che le prospettive dei politici. Nell'Idiota di Dostoevskij si legge che «chi non ha il suolo natale sotto i piedi, non ha nemmeno Dio». L'attaccamento alla propria terra è quello che ha frantumato ogni internazionalismo, da quello religioso (Cristianesimo compreso) a quello ideologico (vedi le odierne vie nazionali al



socialismo); ha alimentato i più brutali nazionalismi; e oggi (per restare nel nostro tema) induce masse di emigrati a prospettare il ritorno definitivo in patria anche con il rischio di affrontare una seconda e assurda emigrazione. Se oggi tanti reclamano la sollecita stipulazione di accordi bilaterali di sicurezza sociale che consentano il trasferimento in Italia dei propri diritti pensionistici (cioè gli italiani di Tunisia o di Australia); se altri, come gli italiani di Berna e di S.

**RICORDO
CHE QUANDO
SIAMO PARTITI
PER EMIGRARE,
L'ITALIA CI HA CAC-
CIATI A PEDATE
IN QUEL POSTO!**



Gallo in Svizzera, reclamano il salvataggio di quelle scuole italiane che consentano ai loro figli una formazione scolastica di tipo italiano, è proprio perché, a ragione o a torto e a dispetto di ogni congiuntura economica, si intende prima o poi rientrare in Italia con la propria famiglia.

Se poi parlano dei nostri Meridionali, le cui regioni d'origine dal punto di vista economico hanno meno motivi di richiamo, va rilevato un aspetto tutto particolare. Mentre per altri emigrare significa semplicemente «trasferirsi all'estero» (pur con tutti i guai del caso), per il meridionale l'emigrazione sa un po' di tradimento. Nessuno più di lui prova lo strazio della nostalgia (si ascolti quel capolavoro che è la canzone «Lacreme napoletane») e nessuno più di lui si chiede se non sia il caso di fare ritorno, anche se è costretto a tergiversare e a chiedersi «C'aggia turnà a fà?» (anche qui si veda lo stupendo testo di un'altra celebre canzone: «Munasterio 'e Santa Chiara»). Anche di fronte al cataclisma del terremoto, il quale, nonostante il caparbio attaccamento alle proprie cose (tale da far preferire una fredda tenda al confortevole albergo della Costa Amalfitana) ha provocato un nuovo esodo verso l'estero, l'attenzione e il rimpianto sono sempre rivolti ai «paesi amati e amari — come scrive Pampaloni nel recente volume «La terra ferita» — paesi che è necessità abbandonare per sopravvivere, e dove si torna da pensionati, con un filo di benessere o delusi dell'avversa fortuna, per rivedere nell'ultimo scorcio della vita il profilo di un colle familiare, la scalinata della chiesa, il sentiero che porta alla fontana, e riascoltare dai vecchi coetanei la cadenza del dialetto dell'infanzia lontana».

Oggi si va proclamando da tutte le tribune e su tutte le tonalità che l'emigrazione deve essere una «libera scelta», per cui diventa illecita e condannabile la benchè minima opera di incentivazione. È proprio di questi giorni la polemica (con conseguente interpellanza parlamentare) tra *Il Messaggero* di Roma e il Direttore Generale dell'Emigrazione Migliuolo a cui l'intervistatore del giornale ha attribuita una frase come questa: «Crediamo che il governo debba incentivare l'emigrazione finché il mercato del lavoro in Italia non è in grado di riassorbire la disoccupazione». Non sappiamo se siano state proprio queste le parole del Direttore Generale, ma sospettiamo che avrebbe suscitato meno scalpore se avesse parlato di

un'altra incentivazione, opposta solo all'apparenza, cioè della incentivazione a restarsene all'estero e a rinunciare al rientro in Italia per evitare il rischio di andare a ingrossare le file dei disoccupati. Ma per quanto sia ristretto il mercato del lavoro, oggi molti emigrati, forti del loro titolo di cittadini italiani e fiduciosi nei loro risparmi e negli appoggi assicuratisi magari durante una vacanza estiva, rientrano a mettersi in competizione. I più riescono a sistemarsi, mentre alcuni, fallendo il tentativo, devono purtroppo riprendere la via dell'estero. È questo il destino dell'emigrato italiano il quale conduce tutto solo la sua battaglia, sospinto all'estero dalla necessità di sopravvivere e riattirato in patria dalla volontà di vivere. Egli, nel prospettare e preparare questo rientro, non fa il conto solo con i propri risparmi ma anche con le ragioni del cuore. È la scoperta delle proprie radici e del terreno dove affondarle.

Qualche settimana fa alcuni giornali riportarono un fenomeno che si registra oggi in Cina. Molte persone, specie giovani, che erano state indotte a trasferirsi in altre regioni per costituirvi delle comuni o comunque dei nuovi insediamenti urbani, presi da subitaneo rimpianto, cercano di fare ritorno alla regione di origine. È l'effetto dell'emigrazione coatta; ma quanto meno coatta fu la secolare emigrazione italiana?

Forse, per un senso di responsabilità, bisogna dissentire dalle implorazioni del Merola e anche combattere le illusioni del facile ritorno. Però ci perseguita anche una previsione che vorremmo non venisse tacciata di utopismo troppo sbrigativamente. Oggi le regioni disastrose del Meridione, protese verso la ricostruzione, sono diventate o devono diventare un grande cantiere, capace di assorbire della manodopera altrimenti disoccupata o destinata all'emigrazione. Così fu anche del Friuli. Ma non dovrebbe tutto il Meridione diventare un immenso cantiere, se si vuole davvero farlo uscire dal sottosviluppo? E chi dovrebbero essere impiegati, forse i tunisini o gli etiopici o i turchi, coloro insomma che verrebbero a ingrossare le file del lavoro clandestino o sfruttato e a perpetuare così il sottosviluppo di quelle regioni? Non potrebbero prender parte almeno alcuni dei meridionali all'estero (ecco l'utopia!) i quali tornerebbero a ricomporre le comunità disperse e depauperate dei giovani, a ripopolare i paesi deserti e a ricostituire le aziende agricole abbandonate? Qualcuno un tempo disse che «l'Africa si salva con gli Africani»; in

un recente convegno a S. Paolo del Brasile di proclomò che «la politica emigratoria si fa con gli emigrati»; non potrebbe essere vero che a risollevare il Meridione saranno anche i Meridionali all'estero, il cui amore per la propria terra è avvalorato prima di tutto dai risparmi che recano in Italia e poi dalle qualifiche professionali e civiche acquisite all'estero e da quel patrimonio di impegno e di solidarietà di cui all'estero seppero dar prova facendo la fortuna di altri popoli? Sociologi ed economisti illustri irridono forse queste idee (come da sempre irridono al principio che è il capitale che deve trasferirsi dove è la manodopera e non viceversa) perché suppongono che non ci sia alternativa a quel sistema vetero-capitalistico che imperversò in Italia, avverso a ogni programmazione che privilegi l'uomo. Comunque sia, un'esperienza secolare ha ormai provato inequivocabilmente che l'emigrazione non ha risollevato il Sud, ma fu piuttosto una emorragia che l'ha sfiancato. Sbagliarono quindi coloro che riposero le speranze in un certo tipo di emigrazione; auguriamoci che non venga fatto un secondo sbaglio, quello di considerare l'emigrazione di ritorno una calamità e di subirla (perché in ogni caso avviene) con il disimpegno e l'impreparazione di sempre.

... MA ADESSO
CHE RIENTRIAMO,
ANCHE GLI ALTRI GO-
VERNI SI INTERES-
SANO DI NOI!!...



PRATICHE PREVIDENZIALI E PATRONATI

12

Franco Pittau

CONSIDERAZIONI OPERATIVE SULL'ITER AMMINISTRATIVO DELLE PRATICHE IN CONVENZIONE

È a tutti noto che la gestione del sistema previdenziale italiano è soggetto a gravi disfunzioni. Le disfunzioni, come è ovvio sono avvertite in maniera particolare dagli operatori degli enti di Patronato, ai quali il legislatore ha demandato l'assistenza delle pratiche. Tale situazione ha generato crescenti preoccupazioni nei lavoratori emigrati, che più degli altri sono stati colpiti dai ritardi cronici della previdenza. Il libro nero sulle pensioni, pubblicato dai Patronati in Francia, è solo l'ultima espressione del malcontento degli interessati: basterebbe ricordare che in precedenza le parti sociali hanno ripetutamente e pubblicamente, preso posizione, organizzato convegni, attuato interventi. Si è giunti, addirittura, ad occupare per protesta dei Consolati.

Ciò nonostante la situazione continua ad essere grave. Ancora più grave è il fatto che problemi, che dovrebbero essere affrontati con il massimo di concretezza e di lungimiranza, vengano resi ancora più complicati con una cortina fumogena di dichiarazioni di sensibilità e con una congerie di promesse puramente verbali. Se, anche di recente, è stato facile fare oggetto delle proprie critiche i Patronati e le loro funzioni, si sperimenta adesso che non è altrettanto facile acquisire una visione organica della previdenza e avanzare proposte concrete per un suo migliore funzionamento.

Questa difficoltà di fondo dei non addetti ai lavori ha avuto come conseguenze quelle di assolutizzare soluzioni funzionali solo a livello ristretto o concepite solo a beneficio di particolari categorie, di equiparare sbrigativamente gli operatori degli istituti previdenziali ad una sorta di capro espiatorio, di lanciare fantasiose ipotesi di soluzione, che finiscono puntualmente per essere un diversivo che allontana dall'impegno concreto.

Messe da parte impostazioni così inconsistenti e dannose, è necessario confrontarsi con i problemi in maniera tale da individuare fin d'ora, senza rimandare tutto ad un mitico futuro, linee di

soluzione di fatto percorribili. Da ciò deriva una serie di impegni innanzi tutto per gli operatori di patronato, quindi per gli organismi previdenziali e in particolare per l'INPS, infine per il governo, il parlamento i politici. Su questi tre filoni di discussione sarà opportuno soffermarsi.

Patronati

Si può tranquillamente affermare che, in una situazione previdenziale caotica quale è quella italiana, i Patronati hanno rappresentato per i lavoratori un punto valido di riferimento. Essi, infatti, hanno acquisito in decenni di esperienza un patrimonio giuridico altamente specializzato e di valore inestimabile, che mettono gratuitamente a disposizione degli assistiti mentre in altri settori, si sa, la sapienza giuridica è più o meno a disposizione degli interessati a seconda delle loro disponibilità finanziarie. Se è permesso un cedimento all'orgoglio, basterebbe ricordare che il responsabile dell'Ufficio di Bruxelles del Patronato ACLI ha difeso ben 30 cause in materia di sicurezza sociale di fronte alla Corte di giustizia delle Comunità europee: mi pare superfluo indugiare a commentare dei meriti così evidenti! Ecco perchè gli emigrati di altre nazionalità invidiano agli italiani il servizio del Patronato! Certo esistono anche i cosiddetti «patronatini», sui quali il giudizio è differente e sarebbe anzi ora di tirare le conclusioni e di potenziare l'azione degli istituti che sono risultati veramente indispensabili per la tutela dei lavoratori mettendoli in grado di compensare adeguatamente le prestazioni dei loro operatori, i quali svolgono un'opera molto impegnativa sia per il continuo impegno sociale sia per la preparazione tecnica richiesti.

Questo obiettivo potrà essere conseguito solo in sede politica, ma è giusto avervi fatto cenno. È, invece, qui opportuno fare riferimento a quelle accortezze cui gli operatori di patronato devono ricorrere, per facilitare l'iter am-

ministrativo delle pratiche. Si tratta di aspetti già conosciuti, che è bene ricordare in considerazione della loro importanza e anche al fine di non appesantire ritardi che già si verificano per altre ragioni.

In sintesi si può dire che gli operatori devono farsi carico di:

— indicare con completezza tutti i dati personali dei richiedenti le prestazioni: nome, cognome e, trattandosi di donne, il cognome del marito anche se defunto o la precisazione che l'assistita è nubile; data di nascita; luogo di nascita, luogo di residenza e indirizzo esatto.

Sono, inoltre, necessari i dati sui figli per i quali si ha diritto ad eventuali maggiorazioni. Nei casi di prestazioni ai superstiti dovranno essere forniti anche, i dati completi del dante causa, oltre che quelli del richiedente e dei figli a carico;

— allegare tutta la documentazione richiesta prima di inviare la domanda, a meno che un invio tempestivo non si renda necessario per non pregiudicare la decorrenza della prestazione;

— preoccuparsi per tempo dell'accredito ai fini pensionistici del periodo di servizio militare, di eventuali omissioni e, qualora il caso ricorra, dell'accentramento presso la sede provinciale dell'INPS, alla quale sono stati da ultimo versati contributi, delle posizioni assicurative che si possono far valere in altre sedi dell'Istituto;

— interessare per tempo le competenti sedi provinciali dell'Istituto qualora si rendano necessari accertamenti della posizione assicurativa degli assistiti;

— inoltrare le domande di prestazione dall'estero tramite i competenti organismi assicuratori dei paesi di residenza o gli uffici consolari, perchè questa è l'unica procedura che pone al riparo dai dissesti postali, e ricordare agli assistiti che le domande di pensione in regime CEE devono essere inoltrate sempre tramite l'organismo estero presso il quale essi sono assicurati, mentre non è né corretto né funzionale indirizzare un'ulteriore domanda all'istituto assicuratore italiano;

— indicare con esattezza nella domanda la sede INPS competente alla sua

trattazione, tenendo presente che normalmente è competente la sede in cui da ultimo sono stati versati contributi. Solo quando si tratta di domanda di reversibilità di pensioni già in pagamento all'estero, le domande devono essere indirizzate alla Direzione Generale dell'INPS - Servizio di ragioneria;

— indirizzare al Servizio di ragioneria della medesima Direzione Generale le domande di pagamento dei ratei maturati e non riscossi dal dante causa e le domande di trasferimento in Italia di pensione già poste in pagamento all'estero. Invece, secondo il criterio sopra illustrato, le domande di trasferimento all'estero di pensioni già poste in pagamento in Italia devono essere indirizzate alla Sede provinciale dell'INPS che erogava la pensione sul territorio nazionale;

— trasmettere, tramite gli organismi assicuratori esteri o i consolati italiani territorialmente competenti, i ricorsi ai Comitati provinciali o regionali dell'INPS;

— interessare il Servizio di ragioneria della Direzione Generale dell'INPS qualora una pensione sia già stata posta in pagamento all'estero e l'interessato non abbia ricevuto il certificato di pensione, il prospetto di liquidazione e l'estratto della sua posizione assicurativa;

— notificare tempestivamente e direttamente, tramite raccomandata, al Servizio ragioneria il cambio di indirizzo del pensionato e trasmettere, secondo le stesse modalità, il certificato di esistenza in vita richiesto annualmente per la continuazione dei pagamenti.

Il problema dei ritardi non può essere risolto con queste accortezze ma può, senz'altro, essere lenito: basti pensare che un dato incompleto può provocare molti mesi di ritardo. Probabilmente alcune indicazioni dovranno essere modificate una volta che l'INPS avrà modificato il sistema di istruttoria e il pagamento delle pratiche ma, allo stato delle cose e sulla base dell'esperienza, risulta che i suggerimenti riportati facilitano l'iter delle pratiche.

L'aver insistito sui dettagli, parlando del complesso problema del funzionamento della previdenza, non deve apparire riduttivo; sarebbe anzi un grave errore non tenere conto degli aspetti burocratici-amministrativi e non integrarli armoniosamente in un contesto giuridico aperto. L'azione di patrocinio, pienamente valorizzata, mette in grado, da una parte, di individuare i difetti imputabili ad un non soddisfacente fun-

zionamento delle strutture previdenziali e, dall'altro, di individuare le carenze di natura legislativo-politica, due aspetti da affrontare distintamente.

I.N.P.S.

Per evitare di demonizzare il più grande istituto previdenziale italiano, è necessario condurre un discorso differenziato.

Innanzitutto non bisogna dimenticare che anche nell'attuale contesto giuridico-amministrativo l'INPS ha tralasciato di attuare, o lo ha fatto solo parzialmente, accortezze in grado di ridurre i ritardi. Questo è il motivato parere non solo del Patronato ma dell'apposito gruppo di lavoro sulla previdenza costituito presso il Ministero degli Affari Esteri dal Comitato per l'attuazione degli impegni per la Conferenza nazionale dell'emigrazione. Si tratta di obiettivi a breve termine, la cui importanza è rilevante. All'INPS si chiede di:

— dar corso alle domande dei lavoratori emigrati intese ad accentrare presso un'unica sede dell'Istituto le posizioni assicurative maturate in differenti sedi. Oltre tutto l'intervento tempestivo degli istituti assicuratori al fine di ricostituire la carriera dei lavoratori migranti è previsto sia dall'articolo 50 del Regolamento 574/72 sia dalla decisione n. 104/75 della Commissione amministrativa delle Comunità europee;

— informare il patronato di ogni trasmissione del fascicolo da una struttura all'altra (dalla Direzione Generale ad una sede provinciale, da questa alla sede regionale, da una sede italiana all'organismo estero), perchè senza tale informazione è difficile localizzare le pratiche e assisterle;

— comunicare con tempestività i casi in cui la pratica non può essere definita per mancanza di documentazione;

— abbreviare i tempi nei casi in cui i ritardi non sono giustificati da motivi di ordine tecnico: trasmissione di una domanda di prestazione ad organismi esteri senza che si debba procedere alla totalizzazione; trasmissione del fascicolo da parte della sede provinciale, una volta definita la pratica, alla Direzione Generale per il pagamento della prestazione all'estero;

— evitare che gli interessati ricevano i primi ratei di pensione prima della consegna del certificato di pensione o del prospetto di liquidazione e far sì che nei mandati di pagamento sia sempre precisata la causale del versamento,

omissione che spesso si ripete causando costernazione negli interessati;

— facilitare le procedure riguardanti il cambiamento di indirizzo, la presentazione dei certificati di esistenza in vita, il pagamento dei ratei non riscossi alle scadenze normali per assenza temporanea degli interessati, e stipulare, con gli istituti bancari incaricati del pagamento all'estero, nuove convenzioni su basi che garantiscano maggiore funzionalità;

— inviare per tempo la documentazione richiesta agli organismi esteri che hanno incaricato l'INPS di effettuare delle visite mediche ai fini della concessione o del mantenimento della pensione di invalidità.

È indubbio che talune procedure dovranno essere modificate. È auspicabile, a quel punto, che l'INPS predisponga il testo di un codice di comportamento dei pensionati, in cui indichi con chiarezza gli adempimenti a loro carico. Maggiore accuratezza è desiderabile dall'INPS anche nell'informazione dei Patronati, lasciata in buona parte a modalità empiriche e insoddisfacenti. Il fatto che i Patronati non siano stati avvisati per tempo delle scadenze fissate per il pagamento dei ratei di pensione e delle perequazioni automatiche, e delle nuove modalità amministrative introdotte, ha avuto come conseguenza quella di causare una massa di interventi degli interessati presso la Direzione Generale dell'INPS, congestionando ulteriormente un ritmo già affannoso.

In conclusione molti obiettivi, rilevanti ai fini amministrativi, possono essere conseguiti subito: tra questi deve essere inclusa anche l'esenzione delle pensioni dalla doppia imposizione fiscale, laddove ciò sia previsto da appositi accordi bilaterali. Altri, di maggiore complessità sono parimenti conseguibili, purchè lo si voglia. A comprova di ciò si possono citare alcuni esempi.

Fino a poco tempo fa la Direzione Generale dell'INPS, al fine di recuperare somme corrisposte sulla pensione italiana, tratteneva per periodi eccessivamente lunghi gli arretrati di pensioni estere causando agli interessati gravi inconvenienti di natura economica, perchè le somme, che restavano giacenti anche per vari anni, non davano diritto ad interessi e le stesse venivano decurtate nel loro potere d'acquisto a causa dell'inflazione. In base alla nuova procedura, adottata dall'Istituto nel 1980, la Direzione Generale accredita gli ar-

retrati, ricevuti dagli enti assicuratori esteri, alle competenti sedi provinciali e contestualmente ne dà notizia anche agli interessati, che così hanno modo di intervenire tramite il Patronato per una sollecita definizione della pratica (intervento reso talvolta necessario per mancanza di coordinamento tra i vari uffici delle sedi provinciali). Tali sedi pongono immediatamente le somme in pagamento qualora gli interessati non risultino titolari in Italia di alcuna prestazione pensionistica, ovvero siano titolari di pensione di importo superiore al trattamento minimo o comunque non integrato a tale trattamento. Qualora invece gli interessati siano titolari di pensioni integrate al minimo, le sedi procedono alla determinazione della quota di arretrati da incamerare e al pagamento dell'eventuale differenza. Come è ovvio, non si dà luogo al pagamento di una quota degli arretrati, se la somma della pensione adeguata italiana e del pro-rata estero risulti inferiore all'importo del trattamento minimo corrisposto. La nuova procedura, attesa per tanti anni deve essere giudicata positivamente. Desta perplessità che troppo tempo sia stato richiesto per la sua adozione e che si sia pervenuti ad una conclusione quando da parte del Patronato si è iniziato a mettere in forse l'utilità di mantenere nelle convenzioni bilaterali articoli che permettono all'INPS di recuperare somme sugli arretrati di pensioni estere. Inoltre, nei casi in cui neppure dopo l'adozione della nuova procedura si procede tempestivamente al pagamento degli arretrati, è quanto meno equo corrispondere gli interessi.

Un altro esempio significativo è rappresentato dall'applicazione della decisione n. 105/1975 della Commissione amministrativa delle Comunità europee, in base alla quale le rivalutazioni pensionistiche decise da un Paese membro, che concede una pro-rata di pensione, a motivo dell'aumento del costo della vita, della variazione del livello del salario o di altre cause di adeguamento debbono comportare il ricalcolo annuale del completamento corrisposto dallo Stato membro di residenza del pensionato per raggiungere il trattamento minimo, previsto dalla legislazione ivi vigente. La decisione della Commissione amministrativa allevia, da un lato, gli oneri previdenziali a carico degli Stati di residenza dei pensionati, ma appesantisce, dall'altro gli adempimenti amministrativi: infatti le istituzioni debtrici di pensione devono comunicare, una volta l'anno, le varia-

zioni di cui si è detto all'Istituzione dello Stato membro che eroga il complemento. L'INPS ha comunicato, su richiesta degli Stati membri interessati, la variazione annuale dei pro-rata italiani e ha svolto tale adempimento senza difficoltà trattandosi di poche migliaia di casi. Invece l'Istituto chiese in un primo tempo, senza esito positivo, che le nuove disposizioni non venissero estese ai pensionati residenti in Italia e, successivamente, riuscì a farne rinviare l'applicazione a decorrere dal 1° gennaio 1979.

I minimi di pensione pagati dall'Istituto sono rimasti cristallizzati al 1978 e solo nel corso di quest'anno l'Istituto presume di poter pagare a tutti i pensionati interessati gli importi della perequazione automatica relativa al 1979.

La lentezza degli adempimenti è dovuta al fatto che le pensioni da esaminare sono circa 100.000; che le notizie memorizzate negli schedari INPS erano incomplete e che la Direzione Generale dell'Istituto, cui è stata demandata l'applicazione della decisione n. 105, ha dovuto acquisire tramite le proprie Sedi provinciali la denominazione delle istituzioni estere debtrici di un pro-rata e l'importo italiano effettivamente dovuto sulla base dei contributi versati (pensioni adeguate) e, attuando collegamenti con gli organismi esteri, l'importo del pro-rata estero annualmente rivalutato. Questi dati, una volta acquisiti, vengono trasmessi via terminale al Centro elettronico dell'Istituto che, a quel punto, può ricalcare la prestazione italiana relativamente al 1979, tenuto conto sia del minimo previsto per tale anno dalla legislazione italiana sia della prestazione estera effettivamente corrisposta sempre in tale anno, e corrispondendo, se del caso, gli aumenti previsti per le pensioni d'importo superiore al minimo, qualora la somma dei due pro-rata superi tale importo. Pagata la perequazione automatica del 1979, bisognerà quindi provvedere subito a corrispondere gli aumenti relativi al 1980. A tale fine l'Istituto può disporre di un archivio di dati più completo ma non sarà possibile una maggiore speditezza a meno che l'Istituto non ampli i processi di memorizzazione e di elaborazione elettronica e ricorra ai supporti magnetici anche nei collegamenti con gli organismi esteri (ciò è già avvenuto con la LVA di Schwaben).

Questo ripropone il problema generale, che consiste nell'affrontare globalmente il funzionamento dell'INPS, e di pro-

porre nuovi sistemi più organici per la trattazione delle pratiche in convenzione, anche perchè l'Istituto ha ribadito l'assoluta priorità di tali pratiche. In questa materia non sempre c'è stata coerenza e concretezza. Ad esempio, il 22 novembre 1979 il Consiglio di amministrazione dell'INPS convocò i Patronati e sottopose loro un progetto contenente nuove modalità di istruttoria delle pratiche in regime di convenzione, che prevedeva un largo ricorso ai mezzi elettronici, un potenziamento delle sedi provinciali (rafforzate con i Centri operativi) e della Direzione Generale dell'INPS (di cui veniva ampliato l'intervento nel campo di istruttoria e di liquidazione, l'archivio dei dati, il personale) mentre venivano ridimensionate le funzioni dei Centri regionali (ridotte allo smaltimento delle pratiche arretrate). I Patronati, pur assicurando la loro collaborazione, precisarono di non poter interferire nelle competenze decisionali degli organi dell'Istituto e si riservarono di giudicare la proposta in base ai risultati. Poche settimane dopo si seppe invece che quel progetto, presentato ai Patronati come immediatamente operativo, era naufragato in seno al Consiglio di amministrazione dell'Istituto. Dal Consiglio, in cui siedono in maggioranza i rappresentanti dei lavoratori, si può certo pretendere un intervento più incisivo, in questo ed in altri problemi.

Non spetta certo ai Patronati, che sono la controparte dell'INPS, sostituirsi alle sue funzioni. Però, i Patronati sono in grado di indicare quelle linee di riforma, che meglio permettono di rispondere alle aspettative dei lavoratori. Innanzi tutto è necessario costituire un archivio centralizzato di tutte le posizioni assicurative, così come da tempo è stato realizzato in altri paesi. Quindi, nel determinare le nuove procedure, l'Istituto dovrà definire meglio le funzioni delle proprie strutture evitando, come avviene adesso, l'accavallamento delle competenze tra sedi provinciali e centri regionali, con conseguente trasmissione dei fascicoli da una struttura all'altra, che comporta perdite di tempo supplementari. Infine deve rafforzare il personale preposto alla trattazione delle pratiche in convenzione, sia sotto l'aspetto professionale che sotto l'aspetto numerico. L'Istituto, a dire il vero, ha da tempo denunciato che l'organico alle proprie dipendenze è macroscopicamente inferiore a quello previsto e tale denuncia esige che si faccia riferimento alle responsabilità politiche dell'attuale disesto previdenziale.

Responsabilità politiche

A questo punto non si può che ripetere quanto gli organi del Patronato ACLI hanno affermato ripetutamente nelle più svariate sedi. In Italia si è ultimamente «scoperto», dopo un legiferare affannoso, episodico e talvolta contraddittorio, che il settore previdenziale rischia di esplodere se non viene ricondotto ad un disegno organico. All'estero sono gli stessi emigrati che, facendo riferimento a paesi in cui la politica previdenziale è funzionale, chiedono il conseguimento anche da parte italiana degli stessi livelli di protezione e di efficienza.

I problemi sono gravi ma la loro gravità non ha finora portato a prenderli in considerazione con il dovuto impegno. Fondatore perplessità desta il fatto che il legislatore, in un paese in cui risulta inceppato il funzionamento delle strutture previdenziali, non tenga conto della portata degli adempimenti amministrativi connessi con le leggi che approva. Ciò è avvenuto anche negli ultimi tempi. È stata approvata la periodicità semestrale per il pagamento della perequazione automatica ai pensionati, si continua a riproporre l'obiettivo di una periodicità trimestrale e si fa finta di dimenticare che per le pensioni in convenzione le difficoltà erano notevoli ancora quanto la perequazione automatica aveva una periodicità annuale. Sono stati approvati dei minimi pensionistici differenziati a seconda della consistenza della posizione assicurativa dei pensionati, dimenticando in questo caso non solo le conseguenze amministrative di questo nuovo e gravoso adempimento ma anche che, secondo una costante tradizione, certi rischi quali l'invalidità e il decesso dell'assicurato erano meritevoli di una più favorevole considerazione. È stato giustamente raddoppiato l'importo degli assegni familiari, ma per alcuni mesi è stato imposto all'Istituto di pagare un importo maggiorato solo parzialmente e, quindi, di modificare i propri programmi di pagamento per corrispondere l'importo definitivo.

Una legislazione così frazionata, e gli esempi potrebbero continuare, influiscono negativamente sugli adempimenti amministrativi a carico dell'INPS. Sarebbe inoltre opportuno che il governo si decidesse a consultare organicamente i Patronati in merito alle proposte di normativa di natura previdenziale. Pur essendo in vigore una legge che ha demandato ai Patronati l'assistenza delle pratiche previdenziali dei lavoratori, si

dimentica, al momento opportuno, di informarsi sulle posizioni maturate da questi istituti e dalle rispettive associazioni promotrici (siano esse o meno dei sindacati). Più corretta e anche più fruttuosa è invece la linea seguita dal governo nella contrattazione bilaterale, in materia di sicurezza, perché delle Delegazioni fa parte a titolo unitario un rappresentante del Patronato ACLI e dei Patronati sindacali.

In altri casi, invece, il legislatore non è finora intervenuto. Esempio tipico è quello relativo al pagamento all'estero della pensione sociale, di cui puntualmente, prima delle grandi assise dell'emigrazione, da parte di qualche rappresentante del governo si parla con la bizzarra conseguenza che il problema viene messo a tacere per un lungo periodo. Il discorso generico del «sarebbe opportuno ma» non aiuta ad approfondire né i motivi a favore di una soluzione positiva né quelli contro e deve lasciar luogo ad un discorso più articolato, che affronti gli aspetti giuridici come anche quelli economici e amministrativi e risponda seriamente alle richieste degli emigrati.

È, inoltre, grave che allo stato delle cose non venga effettuato il pagamento degli assegni familiari ai pensionati che risiedono all'estero con la loro famiglia sulla base di una discutibile interpretazione restrittiva della vigente legislazione, non condivisa non solo dal Patronato ma dallo stesso Ministero del Lavoro. Per porre fine a questa situazione incresciosa, è stato inserito un apposito articolo nel disegno di legge avente ad oggetto la riforma del nostro sistema pensionistico. Ora non è giustificabile che una soluzione urgente, di portata limitata e di cui tutti si dicono convinti, debba seguire i tempi lunghi della riforma pensionistica: sarebbe, pertanto, auspicabile stralciare la norma ed approvarla con la dovuta tempestività.

Gravissimo è, poi, il fatto che le retribuzioni sulle quali viene calcolato l'importo delle pensioni, qualora non siano state maturate negli anni immediatamente antecedenti il verificarsi del rischio assicurato, non vengano rivalutate sulla base degli indici annuali di aumento del costo della vita, così come avviene in molti altri paesi. Perdurando tale situazione, gli emigrati, che hanno lavorato in Italia all'inizio della loro carriera, continueranno a percepire dall'Italia delle prestazioni di importo irrisorio. Purtroppo neppure il disegno di legge sulla riforma del sistema pensionistico

prevede una soluzione al riguardo. Difsunzioni si lamentano per l'interpretazione restrittiva della normativa vigente, interpretazione che talvolta viene paradossalmente avallata dal Consiglio di amministrazione dell'Istituto, dal quale ci si aspetterebbe ben altra apertura. Ad esempio, la posizione contributiva, che si può far valere in un paese estero convenzionato, viene riconosciuta valida per il riconoscimento del periodo di servizio militare ma non per l'ammissione alla prosecuzione volontaria. Gli assegni familiari per le mogli di pensionati in regime di convenzione, vengono pagati dall'Italia nella misura intera se la pensione è stata concessa in regime di convenzione bilaterale e a carico dello Stato estero non sia alcuna quota di tali assegni, mentre vengono sempre prorattizzati quando la pensione è stata concessa ai sensi dei regolamenti CEE senza che abbia rilevanza il fatto che la legislazione dell'altro Stato non preveda la concessione degli assegni alle mogli dei pensionati.

Non desta meraviglia, alla luce di quanto precede, che una situazione pregiudicata dalla mancanza di linee unitarie, si sia riflettuta negativamente sulle trattative bi- o multilaterali in materia di sicurezza sociale e abbia impedito di conseguire risultati più soddisfacenti. Ma pare che ciò non preoccupi più di tanto se è vero, come è vero, che non si è mai provveduto a potenziare il Servizio del Ministero del Lavoro preposto alla trattazione delle materie connesse con le convenzioni bi- o multilaterali.

Il Patronato ACLI ha sostenuto già da alcuni anni la necessità di convocare una conferenza nazionale sui problemi previdenziali dei connazionali all'estero. Infatti, senza una visione d'insieme, si continuerà a brancolare nel buio. Una conferenza è l'unica sede qualificata per definire una vera politica previdenziale per gli emigrati attuando un confronto serrato tra governo, forze politiche, Istituti assicuratori e parti sociali, individuando le responsabilità, proponendo obiettivi. È consolante il fatto che il Comitato per l'attuazione degli impegni della Conferenza nazionale dell'emigrazione abbia fatto propria la proposta delle ACLI e abbia deciso di convocare la conferenza previdenziale al più presto.

Non resta che augurarsi che questa, debitamente preparata e non vissuta come fatto formale, favorisca la soluzione di uno stato, sotto molti aspetti insopportabile, e faccia sì che la previdenza riacquisti pienamente anche il suo significato etimologico.



SPESSE LE CAUSE
CHE SPINGONO AD
EMIGRARE SI UNISCONO
E SI CONFONDONO,
MA HANNO SEMPRE IN
COMUNE IL FATTO DI PROVOCARE
UNO STATO DI NECESSITA'
CHE SPINGE ALLA MOBILITA'.

L'EMIGRAZIONE, A SECONDA
DEI MODI COME AVVIENE,
PRENDE DIVERSE QUALIFI-
CHE:

RISPETTO ALLE LEGGI E
REGOLAMENTI SIA DEL
PAESE DI PARTENZA CHE DI
ARRIVO: E' LEGALE QUANDO E'
ACCETTATA LIBERAMENTE DAI DUE
PAESI. E PUO' ESSERE A SUA VOLTA
O COMPLETAMENTE LIBERA (LASCIA-
TA ALL'INIZIATIVA DEI SINGOLI)
OPPURE REGOLAMENTATA (AD ESEMPIO
POSSONO EMIGRARE SOLO COLORO CHE
ESERCITANO CERTI MESTIERI O PROFES-
SIONI, DEVONO RISIEDERE PER UN DATO
NUMERO DI ANNI IN UN DATO POSTO, ECC.)

E' ILLEGALE (E INTAL CASO GLI EMIGRATI
SONO DETTI CLANDESTINI) QUANDO SI
SVOLGE CONTRO LE LEGGI DI UN DATO
PAESE (PER ESEMPIO MOLTE DOMESTI-
CHE "DI COLORE" IN ITALIA SONO CLAN-
DESTINE PERCHE' SONO VENUTE SENZA
UN REGOLARE PERMESSO DI SOGGIOR-
NO E DI LAVORO.)

UNO DEGLI ELEMENTI CHE DISTINGUE LA
MOBILITA' IN GENERE DALL'EMIGRAZIONE
E' PERCIO' LA CAUSA CHE SPINGE A MUO-
VERSI: DICIAMO CHE C'E' EMIGRAZIONE
QUANDO IL MOTIVO CHE PORTA A LASCIA-
RE LA CASA NON E' VOLONTARIO (COME
NEL CASO DEL TURISTA CHE SI METTE IN
VIAGGIO) MA OBBLIGATORIO, E CIDE' LA
NECESSITA' DI TROVARE LAVORO O DI
SFUGGIRE ALLA PERSECU-
ZIONE POLITICA, RELIGIO-
SA O RAZZIALE.

